

Lyon, le 16 juillet 2020

ETUDE FINANCEMENT LYON-TURIN

Pour l'Etat, le financement du Lyon-Turin représente sur 30 ans l'équivalent du soutien aux énergies renouvelable pour la seule année 2020

Le Comité pour la Transalpine et le cabinet international Sia Partners publient aujourd'hui une étude sur les scénarios de financement de la participation française à la réalisation de la liaison ferroviaire européenne Lyon-Turin (tunnel international et voies d'accès).

Un chantier du Green Deal financièrement soutenable

« Comme l'a rappelé mardi le Président de la République dans son intervention télévisée, le ferroviaire s'impose comme le moyen de transport le plus respectueux de l'environnement pour les voyageurs et les marchandises. Le Lyon-Turin est un grand chantier incontournable du plan de relance pour accélérer la transition vers des modèles de développement plus vertueux » souligne Jacques GOUNON, Président du Comité pour la Transalpine (et Président du groupe Getlink-Eurotunnel), qui fédère les collectivités publiques et les grands acteurs économiques mobilisés pour la réalisation du Lyon-Turin.

« L'Europe souhaite clairement une accélération de ce dossier pour atteindre les objectifs du Green Deal. Malgré le soutien financier massif de l'UE, la question du financement reste un sujet récurrent en France. Avec cette étude, nous démontrons la soutenabilité de cet investissement d'avenir qui permettra de connecter les réseaux ferroviaires fret et voyageurs européens » explique Jacques GOUNON. Ce document rigoureux balaie au passage les chiffres farfelus qui circulent encore trop souvent au sujet du Lyon-Turin.

Pour l'Etat français, entre 3,9 à 6,6 milliards d'euros sur 20 ou 30 ans

« L'étude recense les différentes pistes de financement actées ou identifiées » explique Arnaud AYMÉ, Associé Sia Partners. « D'un côté les financements européens, les participations de l'Etat et des collectivités locales, l'application de la directive Eurovignette ou d'autres mécanismes similaires seront les moteurs de l'investissement public. De l'autre côté, un emprunt via la BEI permettra de lisser les investissements dans le temps. »

C'est à partir des différentes hypothèses liées à ces leviers que trois scénarios de financement sont dessinés pour le Lyon-Turin. Selon les scénarios, le financement du Lyon-Turin pour le budget de l'Etat s'inscrit dans une fourchette comprise entre 3,9 et 6,6 Md€ étalés sur 20 ou 30 ans. A titre de comparaison et pour confirmer la soutenabilité de l'investissement, rappelons que l'Etat consacrera, pour la seule année 2020, plus de 6 Md€ en faveur du nécessaire soutien aux énergies renouvelables.